

*L'Adresse*

testament, il est rempli de bonnes intentions et émaillé de quelques bons mots. Il contient même une ou deux idées empruntées à des députés de ce côté-ci de la Chambre. Il reste, toutefois, que c'est un document rédigé par un gouvernement qui n'a pas l'autorité morale pour réaliser son programme.

[Français]

L'épithète du gouvernement conservateur est déjà inscrite dans la pierre. Mais je dois dire, monsieur le Président, que ce n'est pas l'épithète du Canada. L'échec complet de ce gouvernement dans sa façon de gérer l'économie et de traiter des problèmes reliés à la Constitution n'est pas l'échec du peuple canadien.

Il est certain que ces dernières années, le moral du pays tout entier a rarement été aussi bas. Le sarcasme et le désespoir se sont emparés de nous et ont semé la confusion comme si nous étions dans le brouillard. Les gens sont en colère, les gens se sentent blessés et ils ont peur. Les Canadiens ont raison d'être en colère, comme ils ont raison de se sentir trahis. J'emploie ici le mot utilisé par le premier ministre, en 1983.

[Traduction]

On voit bien pourquoi les gens sont mécontents et se sentent trahis. Ce gouvernement, depuis ses débuts il y a sept ans, a fait beaucoup de promesses, à défaut d'être prometteur. Les scandales, les promesses non tenues et les ministres tombés en disgrâce se sont succédé les uns après les autres.

Nous traversons une récession purement canadienne, une récession dont le premier ministre lui-même impute la responsabilité à son gouvernement. La TPS freine la vente et pousse l'inflation à la hausse. Le financement de l'assurance-maladie et de l'enseignement postsecondaire a été réduit.

Des bases des Forces canadiennes, des bureaux de poste ruraux et des usines ont fermé. Des pêcheries et des exploitations agricoles ont cessé leurs activités. Un peu partout dans notre pays, des stations de la Société Radio-Canada ont été fermées. VIA Rail a pratiquement disparu.

Et la liste des cas désespérants ne s'arrête pas là. Comme le montre bien le discours du Trône à quiconque veut bien le lire, les difficultés que connaît actuellement le Canada ne concernent pas que le domaine économique.

Récemment, nous avons assisté à des affrontements entre régions. Il y a eu des échanges acrimonieux au sujet

de la langue et de la culture. Nos institutions nationales tombent dans le discrédit.

Le gouvernement actuel est responsable du marasme constitutionnel dans lequel nous nous trouvons. C'est ce gouvernement qui lance les dés, celui-là même qui nous a menés au bord du gouffre.

Quand nous, libéraux, disons que «nous travaillerons à rétablir l'unité nationale», nous entendons clairement par là que nous voulons travailler pour le bien du pays, dans l'intérêt de la nation. Nous tâcherons de mettre de l'ordre dans ce fouillis créé par le gouvernement.

**Des voix:** Bravo!

**M. Chrétien:** Le peuple du Canada et nous n'oublierons pas que le gouvernement est responsable de nos malheurs. En fin de compte, ce gouvernement sera tenu responsable d'avoir joué aux dés l'avenir du Canada.

• (1020)

Les Canadiens de toutes les régions, dans les petites et grandes villes ainsi que dans les collectivités rurales, en ont assez des interminables débats constitutionnels. Ils en ont assez d'entendre parler de ces questions. Ils en ont assez des disputes et du cynisme. Ils attendent de nous, leurs dirigeants politiques, que nous nous mettions au travail. Ils veulent que nous trouvions des solutions aux graves problèmes auxquels la nation fait face actuellement, notamment en ce qui concerne l'économie, la compétitivité, l'environnement et la justice sociale.

Les Canadiens possèdent tant de richesses: des terres magnifiques, un niveau de vie prospère et une histoire dont ils peuvent être fiers. Que doivent penser de nous les Kurdes lorsqu'ils nous voient, année après année, nous attarder au débat constitutionnel? Que doivent penser de nous les peuples d'Éthiopie et du Bangladesh, qui nous regardent dépenser des millions de dollars en commissions et études constitutionnelles?

Qui, au-delà de nos frontières, pourrait s'imaginer qu'on puisse vouloir démanteler une nation qui fait l'en-  
vie du monde entier?

[Français]

**Des voix:** Bravo!

**M. Chrétien:** Monsieur le Président, il nous faut résoudre rapidement ce problème. Nous devons nous occuper rapidement de nos problèmes constitutionnels pour pouvoir nous occuper des vrais problèmes de la nation, que je viens d'énumérer il y a quelques secondes: l'économie, l'emploi, l'environnement, la sécurité sociale, tous ces problèmes qui nous affectent en ce moment. Sinon on est encore pris à parler de Constitution. C'est la raison pour